



PRESTATIONS DE VERIFICATION ET DE MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE SECURITE CONTRE L'INCENDIE DES ETABLISSEMENTS DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT

Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G-F.C.S.) approuvé par l'Arrêté du 30 Mars 2021

Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique

Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale

Décret n°2024-823 du 16 juillet 2024 portant sur la partie réglementaire nouvelle du code de la consommation

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

PROCEDURE ADAPTEE :

MARCHE N° 2026-01

Article 1 – Dispositions générales

En dehors des dispositions prévues au Cahier des Charges, ce sont les dispositions prévues au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021), à l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, par application de l'article L 124-4 du code de la sécurité sociale qui s'appliquent.

Article 2 - Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de vérification et de maintenance des équipements de sécurité contre l'incendie des établissements de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

Cet accord-cadre a pour but d'assurer :

- la maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie, matériel de détection incendie ;
- la maintenance et l'entretien des systèmes de désenfumage (électrique et mécanique) ;
- la maintenance et le contrôle du bon fonctionnement des portes coupe-feu ;
- la vérification et la maintenance des extincteurs et des RIA ;
- la vérification et la maintenance des éclairages de sécurité.

La description des équipements ainsi que la liste des prestations détaillées à effectuer sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Article 3 – Caractéristiques du marché

3.1 Forme du marché

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 et des articles R2123-4 à R2123-6 du Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

L'accord-cadre sera exécuté au moyen de bons de commande en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et R2162-14 du Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, sans minimum et un maximum de 139 000 € H.T, tous lots confondus, et décliné comme suit pour toute la durée du marché :

- Lot n°1 : Sans minimum et avec un maximum de 50 000 € H.T sur la durée totale du marché
- Lot n°2 : Sans minimum et avec un maximum de 52 000 € H.T sur la durée totale du marché
- Lot n°3 : Sans minimum et avec un maximum de 12 000 € H.T sur la durée totale du marché
- Lot n°4 : Sans minimum et avec un maximum de 25 000 € H.T sur la durée totale du marché

En cas d'atteinte du montant maximum ci-dessus défini avant le terme de l'accord-cadre, celui prendra fin avant la date d'échéance.

3.2 Allotissement

Il s'agit d'un marché alloti.

Le marché est décomposé en 4 lots.

Les différents lots du marché sont les suivants :

- **Lot n°1** : vérification et maintenance des S.S.I. (Systèmes de Sécurité Incendie) du siège de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault, situé à Montpellier (Site Celleneuve) ;
- **Lot n°2** : vérification et maintenance des S.S.I. (Systèmes de Sécurité Incendie) des sites de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault, autres que le siège de Montpellier Celleneuve : Béziers, Sète, Lodève, Clermont l'Hérault, Montpellier, Lunel ;
- **Lot n°3** : vérification et maintenance des extincteurs et du RIA des établissements de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault ;
- **Lot n°4** : vérification et maintenance de l'éclairage de sécurité des établissements de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

3.3 Durée du marché

Le marché est passé pour une durée initiale d'un an à compter du 1^{er} mai 2026, renouvelable deux fois par tacite reconduction sans pouvoir excéder trois ans.

3.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 4 – Pièces constitutives du marché

4.1 Pièces particulières

- le Règlement de Consultation (R.C.) ;
- l'Acte d'Engagement (A.E.) du candidat pour chaque lot ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) pour chaque lot ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) commun aux quatre lots ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) commun aux quatre lots ;
- les Annexes n°1, n°2 et n°3 au C.C.T.P ;
- le Questionnaire technique – Annexe n° 1 à l'Acte d'Engagement pour chaque lot.

Les originaux de ces pièces, seuls documents faisant foi, sont conservés par la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

La signature de l'Acte d'Engagement par le(s) attributaire(s) emporte signature de toutes les pièces indiquées ci-dessus.

L'ensemble de ces documents même matériellement dissociés constitue un ensemble et forme le cahier des charges contractuel.

4.2 Pièces générales

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de service (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) Fournitures Courantes et Services ;
- l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- le Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

4.3 Documents réglementaires à caractère général (liste non exhaustive)

- **l'Arrêté du 25 juin 1980 modifié**, portant approbation des dispositions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;
- **l'Arrêté du 14 décembre 2011 modifié** relatif aux installations d'éclairage de sécurité ;
- **NF S 61-933** : Règles d'exploitation et de maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.) ;
- **pour les blocs autonomes d'éclairage de sécurité : NF EN 60598-2-22 et NF C 71-800 / 71-801 / 71-805 ;**
- **pour les blocs autonomes à performance SATI : NF C 71-820 ;**
- **NF C 71-830** : Définition des règles de maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) ;
- **Recommandation n° E1-87** relative à la maintenance des installations de détection incendie ;
- **Règles APSAD en vigueur** (Vérification – Entretien – Maintenance) applicables aux installations de détection incendie et de désenfumage, lorsqu'elles sont exigées contractuellement ou par l'assureur ;
- **le Code du travail** et ses textes d'application ;
- **le Code de la construction et de l'habitation**, notamment les dispositions relatives à la sécurité incendie dans les établissements recevant du public.

Article 5 - Détermination des prix

Le marché est à prix forfaitaire annuel global pour les prestations comprises dans la maintenance préventive décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Le prix forfaitaire de la maintenance préventive est réputé comprendre toutes les taxes fiscales, parafiscale et autre charges (prix du matériel compris dans le contrat minimal, frais de déplacement, main d'œuvre...) venant obligatoirement grever la prestation.

Les prestations hors forfait, la main d'œuvre et les frais de déplacement sont rémunérés en fonction des prix indiqués dans le bordereaux de prix pour chaque lot.

5.1 Modalités de variation dans les prix

Les prix indiqués par le Titulaire dans le Bordereau des Prix – Annexe n°1 à l'Acte d'Engagement sont des prix plafonds garantis pendant toute la première année de l'accord-cadre. Il ne sera donc pas possible au Titulaire de l'accord-cadre de proposer des prix supérieurs à ces prix plafonds la première année.

5.2 Révision des prix

Les prix sont fermes la première année et pourront être révisés à la date anniversaire de l'accord-cadre. Pour cela, le prestataire devra faire parvenir ses nouveaux tarifs au moins trois mois avant l'échéance.

Si le Titulaire du marché a recours à une formule de révision des prix, il indiquera la formule, les indices, la valeur de ces indices et les mois de référence à l'article 3 de l'Acte d'Engagement.

Pour être valable, chaque nouveau bordereau de prix devra être visé par les deux parties.

Clause dite « butoir »

La Caisse d'allocations familiales de l'Hérault se réserve la possibilité de résilier, sans indemnités, ni préavis, le contrat, dès lors qu'il aura constaté une augmentation du tarif supérieure à 6 % par rapport au dernier tarif en vigueur.

Les nouveaux prix acceptés seront fermes et définitifs pour une nouvelle période d'un an.

Article 6 - Facturation

6.1 Modalités de règlement

Les factures relatives à la maintenance préventive seront établies pour chaque site et après exécution des prestations, attestées via la transmission du rapport d'intervention correspondant.

Les prestations hors forfait seront réglées après réalisation des prestations définies dans chaque bon de commande.

Les factures sont établies en un seul original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du bon de commande se rapportant à la facture,
- la référence du marché,
- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal (dans le cas contraire joindre un R.I.B. ou un R.I.P.),
- les prestations exactement définies,
- les montants H.T., T.V.A. et T.T.C.,
- la date de facturation.

Elles doivent être libellées à l'ordre de : Monsieur le Directeur de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

Et adressées via la plateforme **CHORUS PRO** en mentionnant les indications suivantes :

- SIRET de la Caf de l'Hérault : 534 089 529 00018
- Code Service : LOGISTIQUE

Le paiement des factures relatives à la maintenance préventive est soumis à la bonne transmission des rapports d'intervention par le Titulaire du marché. En l'absence de transmission de ces rapports, la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault ne saurait être tenu responsable en cas de retard dans le paiement de la facture correspondante.

6.2 Application de la T.V.A.

Les montants des sommes à payer sont calculés en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

6.3 Délais de paiement

Les délais de paiement sont au maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et du sous-traitant payé directement. Le taux de ces intérêts est celui pratiqué par la Banque Centrale Européenne lors de son opération de financement la plus récente au dernier jour précédant le semestre de l'année civile durant lequel ces intérêts ont commencé à courir majorés de 8 points. Ces intérêts seront assortis d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Article 7 – Pénalités et modalités de contrôle

Les observations et contrôles menés par le Service Sécurité Logistique de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault pourront amener à l'application de pénalités et/ou réfections si les prestations ne sont pas réalisées conformément aux modalités contractuelles.

7.1 Pénalités

Par dérogation aux articles 3.2 et 14 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services, lorsque le délai contractuel d'intervention est dépassé par le fait du Titulaire et en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant les dispositions ci-après :

- Une pénalité forfaitaire de 50 euros H.T. par semaine est applicable en cas de non-transmission du planning prévisionnel annuel des interventions dans les délais mentionnés à l'article 6.2 du Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Une pénalité forfaitaire de 100 euros H.T. est applicable en cas de non-respect d'une date de visite fixée par le planning prévisionnel annuel ;
- Une pénalité forfaitaire de 100 euros H.T. est applicable en cas de non-présentation à un rendez-vous ou à une réunion ;
- Une pénalité forfaitaire de 25 euros H.T. sera appliquée par document et par semaine de retard en cas de non-transmission des documents techniques à la suite de la prise d'effet du marché et/ou de l'installation d'un nouvel équipement.
- Une pénalité forfaitaire de 50 euros H.T. est applicable en cas de retard dans le délai de remise en service d'un matériel défectueux dans le cadre des prestations forfaitaires ;
- Une pénalité forfaitaire de 50 euros H.T. est applicable en cas de non-transmission du compte-rendu d'intervention dans les délais mentionnés aux articles 7.1 et 7.2 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.
- Une pénalité forfaitaire de 50 euros H.T. par heure de retard est applicable en cas de non-respect des délais d'intervention définis dans le C.C.T.P. Cela concerne les interventions urgentes de remise en service ;
- Une pénalité journalière de 50 euros H.T. est applicable en cas de retard dans l'exécution de la prestation de remplacement d'un appareil défectueux à compter de l'envoi du bon de commande par l'Organisme.

En cas d'accord préalable pour le report ou la modification d'une date de visite, la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault n'appliquera pas de pénalité.

En cas de manquements multiples, les pénalités sont cumulatives.

Si, après application des pénalités, l'inexécution de certaines prestations ou l'exécution partielle persiste, la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault adressera au Titulaire une seconde lettre recommandée avec accusé de réception donnant lieu à l'application des pénalités doublées.

En cas d'inexécution totale des prestations, l'Organisme adressera une lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire notifiant le non-paiement de la facture.

Dans le cas où la facture de la période concernée aurait déjà été réglée, les pénalités seront appliquées sur la facture correspondant à la période suivante.

7.2 Modalités de contrôle

Des opérations de contrôles contradictoires pourront être réalisés à la demande de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault, à minima une fois par trimestre pour l'ensemble des sites.

En sus, il pourra être mené par l'Organisme des opérations de contrôles aléatoires sur les prestations effectuées le jour même, en vue de vérifier leur bonne exécution.

En cas de manquement constaté, une demande de mise en conformité écrite sera adressée au Titulaire. Celui-ci disposera alors 48 heures ouvrés afin de rétablir la situation.

Ces contrôles feront l'objet d'un compte-rendu systématique.

Article 8 - Justificatifs à produire

Le Titulaire s'engage expressément et spontanément à produire à la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault tous les six mois jusqu'à la fin du marché, les attestations requises à l'article L.8222-1 et D.8225-5 du Code du travail.

Pour remplir cette obligation, le Titulaire doit fournir les pièces ci-dessous énumérées :

- tous les six mois : les attestations de « vigilance » URSSAF, Trésor Public et Organismes sociaux de l'accomplissement des déclarations obligatoires attestant le paiement des cotisations sociales et fiscales et l'attestation sur l'honneur certifiant que les prestations sont réalisées par des salariées employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-3 du Code du Travail et stipulant que les règles relatives à l'égalité des chances et l'emploi des personnes en situation de handicap sont respectées ;
- pour les candidats de l'Union Européenne, les documents équivalents.

Dans l'éventualité où l'URSSAF ne délivre qu'une seule attestation par an, le Titulaire doit demander une « attestation de comptes à jour ».

Les organismes ou sociétés non soumis à l'une des obligations fiscales doivent impérativement le signaler.

Faute par le prestataire de fournir les attestations précitées dans un délai d'un mois et après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception restée sans effet, le présent contrat peut être résilié de plein droit sans indemnités.

Ces documents sont déposés par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la Caf de l'Hérault à l'adresse suivante :

<https://www.approval.com>

Article 9 - Assurances

Le Titulaire est responsable des conséquences des faits et actes, commis, soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exécution du présent marché.

A ce titre, le Titulaire s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir de manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, cette responsabilité et à payer les primes correspondantes.

Le Titulaire s'engage à justifier la régularité de sa situation, avant tout commencement d'exécution et puis lors de toute demande de l'Organisme, par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Article 10 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat à condition d'avoir obtenu l'acceptation préalable du sous-traitant par la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

Pour ce faire, le Titulaire devra transmettre à l'Organisme une déclaration indiquant :

1. La nature des prestations sous-traitées,
2. Le nom ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
3. Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
4. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
5. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
6. Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de concourir aux marchés publics.

Sera joint également à la demande, le projet de contrat de sous-traitance entre le Titulaire et son sous-traitant.

L'acceptation de la sous-traitance par l'Organisme sera formalisée par la signature entre la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault et le Titulaire d'un acte spécial « Acte de sous-traitance ».

Le Titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

Le Titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du Pouvoir Adjudicateur.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le Pouvoir Adjudicateur.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision.

Dans ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Tout sous-traitant occulte dûment constaté par le Pouvoir Adjudicateur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure.

Si cette mise en demeure reste infructueuse, le Pouvoir Adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute aux frais et risques de l'entreprise principale.

Si cette demande intervient après la remise des offres ou après notification, le Titulaire doit établir que la cession ou le nantissement ne s'oppose pas à l'acceptation du sous-traitant.

Païement direct du sous-traitant de premier rang ou direct :

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Pouvoir Adjudicateur à l'entreprise principale et au pouvoir adjudicateur par toute voie probante.

A la réception des factures, le Titulaire dispose d'un délai de 10 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au Pouvoir Adjudicateur.

Article 11 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le Titulaire est soumis aux obligations d'emploi et de protection de la main d'œuvre telles qu'elles découlent des textes et règlements en vigueur.

En cas de violation de ces obligations et indépendamment des sanctions pénales, éventuellement encourues, le marché sera résilié aux torts du Titulaire.

Article 12 - Modification du contrat

En cas de vente d'un bâtiment, de transfert de gestion d'un bâtiment ou de modifications substantielles de l'activité y afférent, les prestations associées au site pourront être purement stoppées suivant un préavis de 3 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de modification des installations actuellement en place, d'ajout ou de retrait de site, un avenant au présent marché devra être conclu.

Article 13 – Obligation de confidentialité

Le Titulaire du marché est tenu de maintenir secret ou confidentiel l'ensemble des communications, renseignements, documents ou objets quelconques recueillis au cours de l'exécution des prestations.

Cette obligation de confidentialité s'impose au Titulaire comme à ses sous-traitants éventuels.

Le Titulaire s'engage à restituer à l'Organisme au terme de sa prestation ou en cas de résiliation du marché, toutes les bases de données et tous les documents supports de toute nature qui lui ont été remis ou créés à l'occasion d'une prestation.

L'Organisme s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le Titulaire qu'il recevrait de celui-ci.

Article 14 - Correspondant Technique

Le Titulaire aura désigné dans le « Questionnaire technique » - Annexe n°1 à l'Acte d'Engagement pour chaque lot, un correspondant technique dédié. Cet interlocuteur est le responsable du bon déroulement de l'exécution des prestations. Il est le représentant du Titulaire auprès de l'organisme.

Le Titulaire gardera le même correspondant technique pendant la durée du marché, sauf empêchement majeur : démission, maladie, etc...

En cas de changement de correspondant technique, le Titulaire s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans la mission lui incombant et soit sans incidence sur les prix du marché.

Le Titulaire informera, par lettre, l'organisme de ce changement dans les meilleurs délais, et lui communiquera le nom du remplaçant.

L'Organisme désignera lors de l'attribution du marché les coordonnées des correspondants habilités à émettre des commandes.

Article 15 - Résiliation

Conformément à l'article 41 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services, en cas de non-respect du contrat, de faute professionnelle, de défaillance, de retard répété dans l'exécution des prestations, la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault pourra résilier le marché, aux torts de l'entreprise.

En cas d'impératifs majeurs, la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault pourra procéder à la résiliation du marché sous réserve du respect d'un préavis de trois mois, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 16 - Règlement des litiges

16.1 Arbitrage

En cas de litige, les parties se rapprochent en vue de trouver un règlement amiable. Pour ce faire, ils ont recours à un arbitre conformément aux dispositions du chapitre VII du Code de procédure civile. Cet arbitre est désigné d'un commun accord entre les parties.

16.2 Juridiction compétente

En cas de litige et à défaut d'un règlement amiable, les juridictions de l'ordre judiciaire de Montpellier sont compétentes. Les parties peuvent s'adresser au :

Tribunal judiciaire de Montpellier
Place Pierre Flotte
34040 MONTPELLIER

Article 17 - Dérogation au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

Le présent C.C.A.P. déroge au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services pour les articles suivants :

Articles du C.C.A.P. dérogeant au C.C.A.G.	Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé	Objet de la dérogation
7.1	3.2	Modalités de computation des délais d'exécution des prestations
	14	Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance – modalités de calcul